

ONG africaines

Climatopessimisme

Les négociations internationales montrent l'isolement politique des pays africains et leur incapacité à travailler avec leur société civile. Un bilan amer qui révèle l'ampleur et l'urgence du travail à accomplir au Nord comme au Sud.

ENDA-TM

Environnement et développement du tiers monde
ONG de solidarité internationale créée en 1972.
Siège à Dakar, rassemble 21 antennes décentralisées : 14 en Afrique, 5 en Amérique du Sud, 2 en Asie. ENDA est représentée en Europe, bientôt au Japon. Comprend 24 équipes thématiques agissant dans différents domaines liés à l'environnement et au développement.
www.enda.sn

Youba Sokona

Secrétaire exécutif chargé des relations internationales, ENDA-TM*

Depuis la phase préparatoire du Sommet de Rio de 1992, l'interface développement/énergie/environnement/lutte contre la pauvreté a constitué un axe constant du travail d'ENDA. Après Rio et l'adoption de la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, nous avons suivi avec une assiduité particulière toutes les rencontres importantes en matière de climat. Notre présence à ces événements est l'occasion de contribuer à faire connaître les perspectives et les points de vue africains. Ces contributions intéressent aussi bien les travaux du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) que ceux de la négociation ou des organes mis en place par la conférence des parties. Par ailleurs, ENDA accompagne de nombreux pays africains dans leurs efforts de mise en œuvre de la convention. Sa présence à La Haye allait donc de soi.

En collaboration avec divers partenaires aussi bien du Nord que du Sud, nous avons organisé plusieurs rencontres portant sur des sujets de préoccupation majeurs pour le continent africain. Nous y rappelions que

le réchauffement de la planète est un problème global qui concerne au même titre tous les citoyens du monde et dont les solutions équitables relèvent *a priori* d'une vision politique de la mise en œuvre de la convention. Cette vision doit notamment prendre en compte les notions de développement durable, d'équité et de justice sociale.

Marginalisation. La participation des ONG africaines aux négociations internationales rencontre une difficulté particulière : l'absence de complicité avec les délégués gouvernementaux. Ailleurs, les ONG sont de plus en plus souvent membres de leur délégation officielle ou invitées à intervenir comme conseiller technique. Les délégations africaines sont les seules à refuser la participation des ONG à leurs délibérations. Tout se passe comme si les ONG africaines étaient africaines par défaut et comme si les délégués officiels étaient seuls concernés et/ou habilités à défendre les intérêts du continent dans le cadre de négociations fort complexes où la présence africaine est presque invisible. Or depuis Rio, les ONG sont devenues de plus en plus performantes. Malgré l'agacement qu'elles suscitent souvent, elles sont désormais des interlocuteurs incontournables, qui contribuent souvent à pallier certaines insuffisances des Etats et/ou des institutions onusiennes.

La 6^e conférence des parties à la convention climat devait marquer une étape importante dans la négociation en fixant les règles du jeu nécessaires à la mise en œuvre du protocole de Kyoto. Elle devait par ailleurs dévoiler le vrai visage des protagonistes les plus puissants, en révélant leurs divergences fondamentales sur la manière d'atteindre l'objectif ultime de la convention dans un délai raisonnable. La négociation piétine en réalité depuis la première conférence des parties, tenue à Berlin en 1995. La multiplication des conférences, des réunions de groupes d'experts, de séminaires de haut niveau ne garantit en rien que l'on contre à temps le risque du réchauffement climatique ! Là où l'on attendait la naissance d'une culture commune, un monde hermétique s'est progressivement constitué autour de la convention. Près de huit mois par an, les mêmes personnes se retrouvent pour discuter des mêmes sujets. Voici un peu plus de six ans, nous avons suggéré de modifier le rythme des conférences des parties (une année sur deux, avec dans l'intervalle la réunion des organes subsidiaires), rencontres et séminaires, au profit d'un travail plus prononcé au niveau national sur l'enjeu final de la maîtrise des changements climatiques, à savoir le développement durable. Les pays en développement et plus particulièrement les pays africains n'ont pas les moyens humains, ni les ressources financières, ni les capacités institutionnelles nécessaires pour suivre efficacement le rythme de ces rencontres.

Divisions. La Haye a été l'occasion d'un bras de fer entre l'Union européenne et le groupe du parapluie piloté par les Etats-Unis. L'Union européenne n'a pas su affirmer son alliance et son soutien aux pays du Sud pour pousser plus en avant son souhait d'intégrité environnementale et sa volonté de miser d'abord sur les politiques et mesures domestiques comme instrument d'action principal. Par ailleurs, elle a révélé au grand jour sa division et sa faiblesse face aux Américains et leurs alliés.

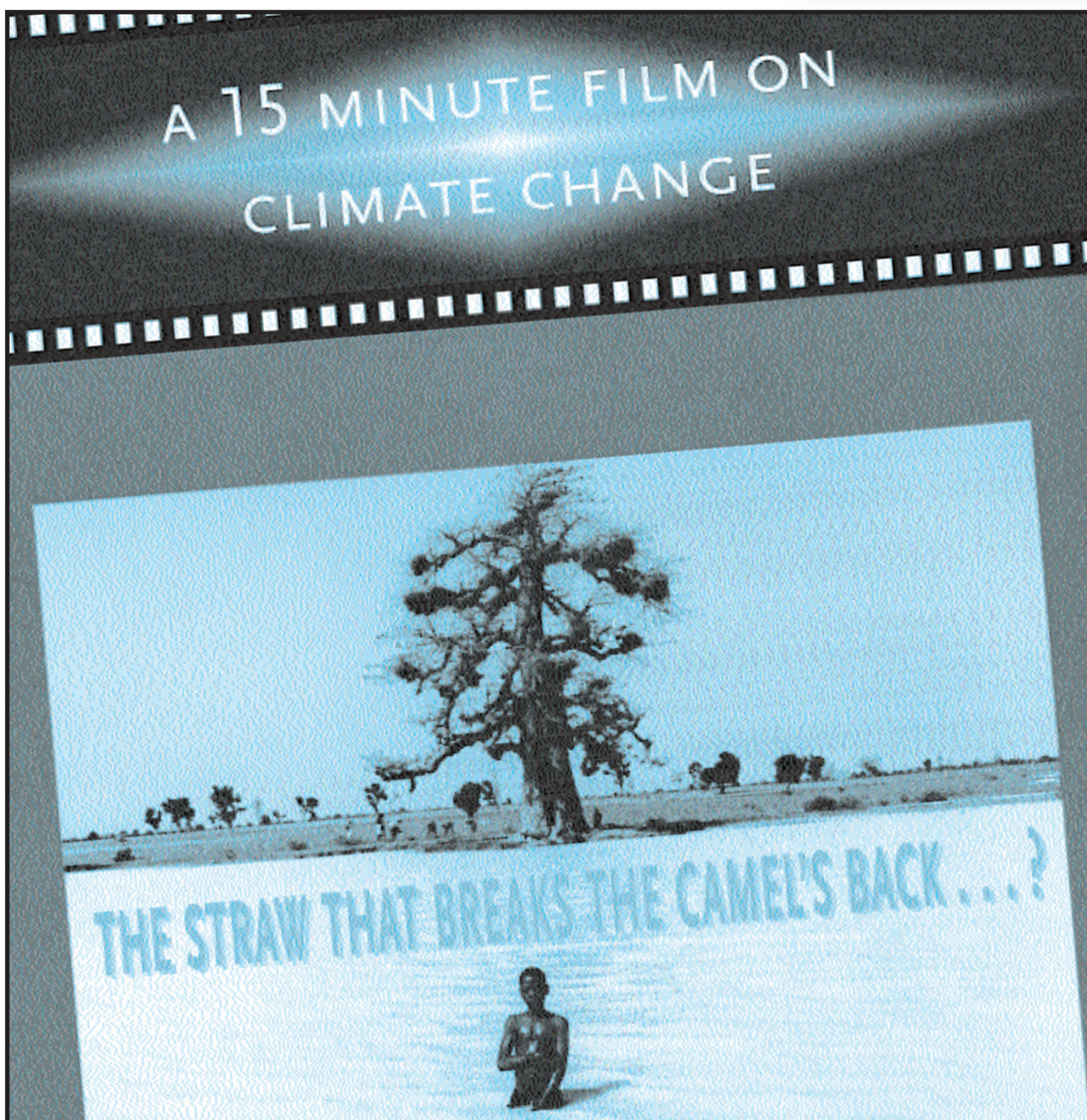
Un RAC pour le Sud

● Les représentants non gouvernementaux (hors secteur privé) sont regroupés au sein du Réseau action climat (RAC ou CAN en anglais). Ce regroupement constitue une force de pression extraordinaire et un instrument d'information non partisane efficace. Il est présent sur tous les fronts et sur toutes les questions. Cependant, il faut reconnaître qu'il

est essentiellement formé de représentants des pays industrialisés, mieux pourvus de ressources financières, institutionnelles, humaines et politiques. Les représentants des ONG du Sud et plus particulièrement de l'Afrique ne sont jamais plus d'une dizaine, avec une majorité de figurants... Il n'est donc pas surprenant que le Réseau soit davantage

tourné vers les préoccupations des pays industrialisés. Un clivage Nord/Sud est d'ailleurs de plus en plus net au sein du RAC. La Haye a ainsi été l'occasion de décliner le bulletin Equity Watch du Réseau en une version Sud. Certains représentants d'ONG du Sud ont même évoqué la création d'un RAC Sud.

Y. S.



Le groupe du parapluie a continué de faire miroiter le mécanisme de développement propre comme instrument puissant permettant de mettre à la disposition des pays en développement de nouvelles ressources financières. Les pays du Sud, quant à eux, ont brillé par leur absence dans la négociation. Derrière un unanimité de façade, ils ont réussi la prouesse d'afficher des positions individuelles fortement contrastées sur la question des puits, du nucléaire, de l'adaptation, de la compensation, du MDP, etc. Grands pays en développement, petits Etats insulaires ou pays les moins avancés, tous ont exprimé des attentes très différentes, quelquefois divergentes quant aux objectifs et aux modalités de fonctionne-

ment du MDP. Certains en sont arrivés à oublier l'objectif ultime de la convention.

Face aux tergiversations affichées par les nantis depuis Rio en 1992, à Berlin en 1995, à Kyoto en 1997, à Buenos Aires en 1998 et plus récemment au tournant du XX^e siècle à La Haye en 2000, on ne peut raisonnablement pas envisager l'avenir avec optimisme. On est quelque peu désabusé et saisi par une certaine amertume même si l'on continue à agir. Le temps presse, le problème du réchauffement de la planète s'accroît de jour en jour et la facture à régler sera de plus en plus élevée. Dans cette équation, les pays en développement et les pays les plus pauvres vont devoir encore payer un tribut assez lourd par la

seule chose qu'ils possèdent pour l'instant, c'est-à-dire leur vie. L'Union européenne restera-t-elle insensible à ce danger ? Le marché sera-t-il la solution miracle face au manque de vision et de volonté politiques ? Gageons que l'Union européenne saura se ressaisir pendant qu'il est encore temps et, à côté du Sud, avec le Sud, faire en sorte que la raison finalement l'emporte. ■

*ENDA-tiers monde
4 & 5, rue Kléber
BP 3370 - Dakar - Sénégal
Tél. : +221 8 21 60 27
Fax : +221 8 22 26 95
E-mail : energy2@enda.sn